

Ligue Algérienne pour la Défense des droits de l'Homme

الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان

Bureau National

Siège : Boulevard BAHA Mohamed
Bab el Zouar - d'Alger
Email : laddhalgerie@gmail.com
Tel Portable : 213.7.71.59.26.18

المكتب الوطني

المقر : الكائن في شارع باحة محمد
باب الزوار - الجزائر العاصمة
بريد الكتروني laddhalgerie@gmail.com
هاتف نقال 213.7.71.59.26.18

[Reçu le 06.01.14]

La flambée des prix des denrées alimentaires

Le front social algérien sera davantage agité dans les mois à venir, au point de risquer la rupture. Des prix hors de portée de la bourse de la modeste ménagère et rappellent étrangement une situation de déjà vécu. Des hausses intempestives (et spéculatives à souhait) qui mettent à rude épreuve le pouvoir d'achat des couches populaire et moyenne et augurent de lendemains plus qu'incertains. Les céréales, les légumes secs, les viandes et les produits laitiers ont connu eux aussi une hausse de prix inexplicable. Le prix des fromages, des yaourts ont connu une augmentation de près de 100% entre 2008 jusqu'au début 2014, une convention sur l'importation de la pomme de terre de ce pays lointain. Et quelle pomme de terre ? Celle destinée au Canada pour les porcs ! Elle coûte 40 dinars sur les marchés. Les Algériens la mangent avec soin et presque comme un met d'exception !

Ce n'est certainement pas demain que la ménagère pourra remplir son panier sans que son porte-monnaie ne s'allège de ses quelques maigres sous. Tous les signaux et les indices convergent vers une détérioration du pouvoir d'achat.. Ce qui est alarmant c'est qu'aucun groupe de produits n'a été épargné par cette «flambée» de l'indice des prix à l'importation. Celle qui concerne les produits alimentaires retient encore une fois l'attention et renseigne sur le degré de dépendance chronique et récurrente de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur pour satisfaire la demande en besoins alimentaires (céréales, laits, viandes, légumes secs...). L'addition sera salée pour le citoyen et ce n'est certainement pas l'hypothétique baisse des prix du kilogramme de pomme de terre qui sera d'un quelconque secours pour améliorer cet inextricable casse-tête imposé par la hausse des prix des produits de consommation de base exacerbée par les spéculateurs. «Cette hausse des prix à l'importation a concerné l'ensemble des groupes de produits et a été particulièrement importante pour plusieurs produits, notamment alimentaires

La LADDH pense que les raisons de l'inflation en Algérie. :

*Défaut d'une politique économique gouvernementale à long terme il y a un dysfonctionnement en ce qui concerne l'inflation qui connaît des augmentations et des baisses vertigineuses

*la spéculation des denrées alimentaires par le lobby

- *la présence d'une grande masse d'argent qui circule dans le circuit informel.
- *la faiblesse de la production nationale qui n'est pas à même de concurrencer les produits internationaux
- *le salaire de base de travailleurs n'est pas respecté
- *Exportations algériennes hors hydrocarbures ne dépassent pas les 3%
- * la facture alimentaire est de l'ordre plus 13 milliards de dollars
- *Le pouvoir d'achat du fonctionnaire algérien a connu une régression considérable, , que les dernières augmentations salariales n'ont pas contribué à améliorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires.
- *la question des salaires n'a pas été traitée d'une manière étudiée et légale conformément aux taux de l'inflation annuel par rapport aux niveaux des prix des produits, notamment ceux de large consommation.
- *Les salaires laissent en Algérie toujours un goût d'inachevé. Leur revalorisation depuis une année est inscrite selon le gouvernement comme une tendance à l'amélioration alors que les partenaires sociaux (syndicats autonomes) considèrent que ces augmentations ne pèsent rien en termes d'impact sur le pouvoir d'achat des Algériens.

Même si nous avons décidé d'une augmentation de salaire de 10.000 DA, cela ne va pas satisfaire les travailleurs qui trouveront à redire et qui demanderont plus», avoue un haut responsable du gouvernement. Pour certains, le gouvernement et ses partenaires sociaux déçoivent alors que d'autres tiennent en compte «la réalité des caisses de l'Etat».

C'est l'éternelle spirale d'une augmentation salariale suivie d'un renchérissement des produits de large consommation. De plus, certains dossiers restent toujours en stand by à l'instar de la révision de l'article 87 bis du code du travail qui, dit-on, sera débattu dès la prochaine rentrée sociale. Ceux des retraites et du rapport de la commission du pacte économique et social prennent du retard dans leur application.

Ces dossiers qui devaient bénéficier de consultations lors de la dernière tripartite ont été encore une fois ajournés à une date qui n'a pas été fixée. Du reste, c'est la parité pouvoir d'achat et salaires qui pose problème du moment que l'écart se creuse d'avantage.

Pour remédier à cet état de fait, la LADDH propose :

- * La LADDH insiste sur l'urgence du transfert d'une partie des réserves de change algériennes placées à l'étranger et de les affecter à des projets d'investissement dans les industries agroalimentaires pour réduire la facture des importations.
- * La solution consiste-elle dans le relèvement d'un salaire minimum mieux adapté aux réalités locales ou dans la mise en place d'un "mécanisme durable et opérationnel pour maîtriser les prix de produits de large consommation". Un dilemme qui prend ses racines dans une vision qui se réduit à un simple jeu d'écritures en matière de finances.

* L'Etat de continuer à être acteur dans certains secteurs sensibles comme le transport, la santé et l'enseignement et à soutenir les entreprises productrices des produits de large consommation et d'imposer des taxes sur les marchandises importées afin de préserver l'économie nationale.

*Un système fiscal transparent impartial ,moderne et indépendant

* Un environnement économique et social qui réponde à des règles claires et respectées par tous les intervenants économiques

*L'organisation du commerce national et les marchés de gros ainsi que la répartition du travail selon les régions et les récoltes agricoles.

* D'éradiquer l'informel et retourner à l'utilisation des chèques bancaires et des factures dans les transactions commerciales. «Il faut éradiquer le marché informel de devises qui est une source de financement de plusieurs activités illégales à l'instar du blanchiment d'argent au même temps où les banques publiques et privées connaissent de grandes difficultés»

* Promouvoir la production nationale et aller vers des subventionnements plus ciblés en faisant en sorte de ne pas aider les producteurs et les commerçants fictifs

*L'Etat continue à soutenir directement les produits de large consommation, et de recenser les familles démunies en établissant une carte d'aide.

*Injecter l'argent des subventions dans les bas salaires.

* Baisser l'impôt sur le revenu global

P/ Bureau National

Secrétaire National chargé des dossiers spécialisés.
HOUARI Kaddour